

Elfte Sitzung – Onzième séance

Mittwoch, 3. Oktober 1990, Vormittag
Mercredi 3 octobre 1990, matin

08.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Cavelty

89.010

Weg vom Tierversuch. Volksinitiative
Limitons strictement l'expérimentation
animale. Initiative populaire

Botschaft und Beschlussentwurf vom 30. Januar 1989 (BBl I, 1003)
 Message et projet d'arrêté du 30 janvier 1989 (FF I, 961)

Beschluss des Nationalrates vom 21. Juni 1990
 Décision du Conseil national du 21 juin 1990

M. Gautier, rapporteur: L'attitude que les humains adoptent vis-à-vis des animaux appartient certes à l'éthique nous disent les auteurs de l'initiative qui s'empressent d'ajouter que, selon les plus grands penseurs, l'homme doit respecter tout être vivant, comme il respecte le reste de l'humanité. Et les initiateurs de citer de Saint François d'Assise au docteur Schweitzer, tous les penseurs qui ont aimé et protégé les animaux. Il serait facile de citer d'autres penseurs qui estiment, eux, que les intérêts de l'humanité surpassent ceux des animaux et parmi eux la Genèse où l'on voit Dieu donner à l'homme pouvoir sur tous les animaux sur terre, dans l'eau et dans les airs. On pourrait de même citer Thomas d'Aquin ou Descartes.

Le problème éthique est ainsi mal posé. Il ne s'agit pas de savoir si l'homme peut utiliser les animaux à son profit – il le fait depuis toujours – mais de savoir jusqu'où cette utilisation est licite aux yeux de la morale ou de l'éthique. Une difficulté supplémentaire provient de ce que bien souvent dans cette affaire, la raison fait place à la sensibilité quand ce n'est pas à la sensiblerie. Là aussi c'est une question de mesure. La disparition des chats de M. le président de la Confédération a ému le peuple suisse cet été, mais certes moins que le sort des otages au Koweit ou en Irak. C'est pourquoi il faut rester mesuré dans la protection des animaux et ne pas en faire un tabou qui empêche toute prestation en faveur de l'homme souffrant ou des animaux eux-mêmes, sans cela nous n'aurions connu aucun des progrès de la médecine qui tous ou presque sont les fruits de recherches sur l'animal. Nous n'aurions ni vaccins, ni antibiotiques et les enfants continueraient à souffrir, à être invalides ou à mourir de la poliomyélite, de la tuberculose ou d'autres maladies infectieuses. Si nous voulons arriver un jour à vaincre le cancer, la leucémie, le SIDA, il faudra bien continuer l'expérimentation animale, que dans bien des cas rien ne peut remplacer, ni les cultures de tissus, ni les ordinateurs.

En 1985, le peuple et les cantons ont rejeté à plus de deux contre un une initiative populaire de Franz Weber qui demandait l'interdiction de toute expérience sur l'animal.

L'initiative qui nous est soumise aujourd'hui, émanant de la Société protectrice des animaux et revêtue de plus de 130 000 signatures, est apparemment moins extrême, puisqu'elle prévoit des exceptions à l'interdiction. Sous cette forme apparemment édulcorée, elle réclame cependant à son alinéa premier l'interdiction des expériences sur l'animal et, par là, est déjà dangereuse. Si par malheur ce texte était adopté, nous changerions totalement de système. Jusqu'ici

l'expérimentation est autorisée, même si la loi lui fixe des limites. A l'avenir, elle serait interdite, sauf exceptions qui, selon l'initiative, devraient devenir de plus en plus rares.

L'alinéa 2 de l'initiative admet donc des exceptions à l'interdiction formulée à l'alinéa premier. L'initiative interdit puis autorise: c'est une sorte de «non mais».

L'alinéa 3 fixe ce que devra être la législation. La plupart de ces demandes sont déjà réalisées ou le seront si vous acceptez le contre-projet que nous proposons le Conseil national. Une exception est de taille, la lettre f qui veut donner un droit de recours aux sociétés protectrices des animaux. Un tel droit de recours aurait des conséquences déplorables. Tout d'abord, il lésierait gravement le secret d'affaires pour ce qui touche à la recherche appliquée. Ensuite il pourrait provoquer de tels retards dans la recherche qu'on aboutirait à un blocage et de facto à une interdiction de la recherche. Enfin, rien ne prouve que les organes des sociétés qui obtiendraient ce droit de recours soient compétents pour déterminer l'intérêt ou l'utilité de telle ou telle recherche. A elle seule cette lettre f justifierait déjà le rejet de l'initiative.

L'alinéa 4 contient une disposition jusqu'ici inconnue de notre système constitutionnel. Il prévoit en effet une obligation pour l'Assemblée fédérale de revoir tous les cinq ans les dispositions sur l'expérimentation animale. S'il est vrai que dans le domaine de la recherche les choses vont vite, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale ont tous les moyens d'agir en temps voulu. Cette obligation de révision quinquennale est non seulement inutile, mais encore absolument contraire à nos institutions.

Enfin l'article 19 des dispositions transitoires de la constitution obligerait Conseil fédéral et Parlement à édicter une nouvelle loi sur la protection des animaux dans les cinq ans suivant l'acceptation de l'initiative, à défaut de quoi toute expérimentation sur l'animal serait désormais interdite. Or, si une législation peut en général être mise sur pied en cinq ans, il faut bien se rendre compte que, dans ce cas, elle sera particulièrement difficile à rédiger. Comment, par exemple, préciser les exceptions prévues à l'alinéa 2? Et puis, il y a bien des chances que cette loi soit l'objet d'un référendum, et si le peuple dit alors non, le délai de cinq ans ne pourra plus être tenu et toute expérimentation devra cesser.

Pour toutes ces raisons, la Commission de la santé publique et de l'environnement, par 9 voix contre 1, vous invite à adopter l'arrêté fédéral A dans la version du Conseil fédéral et du Conseil national, c'est-à-dire en recommandant le rejet de l'initiative. Pour vous recommander ce rejet, la commission s'est également basée sur d'autres arguments qui tiennent à la situation actuelle de la protection des animaux. La loi de 1978, en vigueur depuis 1981, a soumis les expériences sur l'animal à un régime qui est le plus sévère du monde, à l'exception du Liechtenstein. Je ne pense pas faire de tort à la principauté voisine et amie en rappelant qu'elle ne joue guère de rôle dans la recherche, que celle-ci soit fondamentale ou appliquée. Mais le fait que notre loi soit la plus sévère au monde a contribué à faire diminuer de 35 pour cent le nombre des expériences sur animaux entre 1983 et 1987.

En outre une série de facteurs continuent à faire baisser ces chiffres: la révision des directives de l'OCDE concernant la détermination de la toxicité aiguë; l'adaptation des directives d'enregistrement de l'Office intercantonal de contrôle des médicaments; la modification de l'ordonnance sur les toxiques et surtout l'intensification de la recherche de méthodes de remplacement, avec le soutien de la Confédération, de l'industrie et d'organisations de protection des animaux. On peut donc s'attendre à ce que le nombre d'expériences sur animaux continue à décroître, sans cependant que celles-ci puissent être totalement abandonnées. Si nous allions plus loin dans les restrictions par une acceptation de l'initiative, nous rendrions infiniment plus difficile la recherche fondamentale et nos hautes écoles ne pourraient plus conserver leur remarquable niveau.

D'autre part, la recherche appliquée émigrerait rapidement vers des pays moins tracassiers où les animaux d'expérience seraient moins bien protégés qu'en Suisse. Il ne serait par exemple pas difficile pour la chimie bâloise de transférer sa re-

cherche en France ou en Allemagne. Cela représenterait pour nous non seulement une perte de places de travail mais aussi un exode des cerveaux.

J'en viens à l'arrêté B. Le Conseil fédéral estimait dans son message qu'un contre-projet législatif était inutile. Depuis lors, il s'est rallié à l'avis du Conseil national et soutient le contre-projet indirect. Vous avez reçu le rapport de la commission du Conseil national concernant ce contre-projet. Ce dernier a un double avantage. Sur le plan législatif, il est l'occasion de corriger les quelques insuffisances de la loi de 1978, après dix ans d'application. Il ne s'agit pas de modifications majeures, mais d'adaptations. La plus importante est le renforcement des commissions de contrôle cantonales indépendantes de l'administration et l'obligation faite aux cantons d'y inclure des représentants des organisations de protection des animaux. C'est en quelque sorte la contrepartie du refus du droit de recours à ces organisations.

Sur le plan politique, il est nécessaire de montrer au souverain que le Parlement est sensible à la protection des animaux et que, dans la mesure du raisonnable, il cherche à améliorer le plus possible le sort des animaux d'expérience. Ce contre-projet n'amènera pas les auteurs de l'initiative à retirer cette dernière. Il permettra, nous l'espérons, de convaincre le peuple et les cantons de rejeter l'initiative parce que la révision de la loi sur la protection des animaux est un compromis heureux entre les intérêts des animaux et ceux de l'humanité, alors que l'initiative néglige les intérêts de la santé humaine et vétérinaire.

En conclusion, la Commission de la santé publique et de l'environnement vous invite à accepter les propositions de sa majorité à l'arrêté A, c'est-à-dire à rejeter l'initiative, à entrer en matière sur l'arrêté B et à adopter les propositions de la majorité y relatives.

Je voudrais faire encore une remarque d'ordre pratique. La proposition de M. Piller concernant l'arrêté A et qui voudrait une recommandation d'accepter l'initiative aurait dû figurer sur le dépliant. C'est à cause d'une erreur du secrétariat qu'elle a été distribuée à part.

Piller, Sprecher der Minderheit: 1985, ein halbes Jahr vor der eidgenössischen Abstimmung über Franz Webers Volksinitiative für die Abschaffung der Vivisektion, lancierte der Schweizer Tierschutz eine eigene Initiative. Er wollte damit einerseits auf Behörden, Forschung und Industrie Druck ausüben, die Tierversuche in unserem Lande schrittweise auf ein absolut notwendiges Minimum zu reduzieren, andererseits aber sollte der radikalen Initiative von Franz Weber eine realistische Alternative gegenübergestellt werden. Franz Weber sprach damals – also ein halbes Jahr vor der Abstimmung – von einem Sabotageakt. Demgegenüber äusserten sich Politiker und Vertreter von Forschung und Industrie erfreut über die vernünftige und massvolle Initiative. .

Unser hochgeehrter Kollege Miville, Vertreter eines Kantons, der durch eine zu radikale Lösung besonders betroffen würde, sicherte der vorliegenden, gemässigten Initiative seine Unterstützung zu. Er führte damals aus, dass die nun heute zur Diskussion stehende Initiative als eine dem Tier wie dem Menschen gegenüber verantwortbare Alternative zur reinen Verbotsinitiative von Franz Weber angeschaut werden könne. Auch Professor Paul Walter vom Basler Institut für Biochemie sprach betreffend der Weber-Initiative von einem Todesstoss für die Arbeit an seinem Institut und stufte die vorliegende Initiative als um einiges vernünftiger ein.

Das war vor fünf Jahren. Ich habe mir die Mühe genommen, die damaligen Pressekommentare nachzulesen. Nun haben wir diese Initiative zu beraten. Im Nationalrat wurde sie mit der gleichen Entschiedenheit und Vehemenz bekämpft wie die Weber-Initiative. Nun soll auch diese heutige Initiative, 1985 noch als massvoll, vernünftig, realistisch gepriesen, zu radikal und unannehmbar sein. Ich habe grosse Mühe, dies zu verstehen. War diese Initiative damals nur gerade gut genug, um die Weber-Initiative vom Tische zu haben? Das wäre allerdings eine schlechte Politik, die sich als Bumerang erweisen könnte. Persönlich stufe ich die vorliegende Initiative immer noch als massvoll und realistisch ein und beantrage Ihnen deshalb,

Volk und Ständen die Annahme zu empfehlen. Erlauben Sie mir, dies zu begründen. Die Initiative «Weg vom Tierversuch» sieht grundsätzlich ein Verbot für Tierversuche vor, lässt aber im Unterschied zur damaligen Vivisektion-Initiative gesetzliche Ausnahmen zu, wenn es um die Erhaltung menschlichen oder tierischen Lebens oder um die Heilung oder Linderung erheblichen Leidens geht. Mit der Förderung von Alternativmethoden soll die Zahl der Versuche schrittweise und drastisch gesenkt werden. Wir könnten heute eine lange Grundsatzdebatte führen über die Werthierarchie Mensch, Tier, Pflanzen – erstmals von Aristoteles aufgestellt und von Thomas von Aquin im Mittelalter wiederaufgegriffen –, über die Frage Darwin oder Moses – was heisst Mensch: nackter Affe oder Ebenbild Gottes –, über die doch sonderbare Definition des Tieres als einer hochkomplizierten Maschine durch Descartes und über die neuesten Bemühungen, die Rechte der Tiere – analog den Menschenrechten – international festzuschreiben. Die Meinungen würden wohl hart aufeinanderprallen und für unsere politische Arbeit heute wenig fruchten.

Etwas sollte uns aber bei unserer Arbeit helfen: Das Überleben der franziskanischen Überzeugung von der Solidarität der Geschöpfe und von der Entschlossenheit zu moralischen Konsequenzen. Wir feiern morgen, am 4. Oktober, das Fest des Franz von Assisi, dieses grossen Menschen aus dem 13. Jahrhundert, der wohl ohne Wenn und Aber der vorliegenden Initiative zustimmen würde. Ist es so unvernünftig, so falsch, klar festzulegen, dass Tierversuche nur dann zu gestatten sind, wenn sie für die Heilung oder Linderung erheblichen Leidens eine entscheidende Bedeutung haben? Ich meine nein. Auch die Feststellung, dass wir bereits heute strengere Vorschriften kennen als andere Industrienationen, entbindet uns nicht von der moralischen Verpflichtung zu handeln, wenn Unrecht geschieht. Und Unrecht geschieht nach meiner Beurteilung dann, wenn Tiere für Versuche missbraucht werden, die nichts zur Heilung oder Linderung erheblichen Leidens beitragen. Unrecht geschieht auch dann, wenn Tierversuche durchgeführt werden, weil solche Versuche kostengünstiger sind als Alternativmethoden. Da dürfen auch Argumente hinsichtlich Konkurrenz im internationalen Wettbewerb nicht vorgetragen werden. Tierversuche für die Kosmetikprodukte-Entwicklung für den Test von Zigaretten usw. zeugen von einer hemmungslosen Konsummentalität und rufen förmlich nach einer Rückbesinnung auf ethische Grundwerte, die nicht beliebig relativiert werden dürfen.

Wenn wir die Zahlen über die für Versuchszwecke geopferten Tiere in der Schweiz anschauen, so wirken diese doch erschreckend auf uns. 1988 waren es immer noch über 1 Million. Zwar stellt man für die Jahre von 1975 bis 1988 eine Reduktion fest. Es wäre aber nicht richtig, dies allein unseren neuen Gesetzesbestimmungen zuzuschreiben. Die drei grossen Basler Firmen verbrauchten 1977 2,695 Millionen Tiere. 1983 waren es noch 1,672 Millionen. In einem Bericht dieser drei Firmen wird unter anderem gesagt, dass die Reduktion aus praktischen, personellen, technischen und finanziellen Gründen erfolgte. Aus rein wirtschaftlichen Gründen wurde somit diese massive, aber noch ungenügende Reduktion erreicht. Weiter erkennen wir bei einer näheren Analyse, dass die Zahl wohl abgenommen hat, dass aber das Total der verwendeten landwirtschaftlichen Nutztiere sowie von Affen und Halbaffen stark zugenommen hat. Nun liegt uns ein indirekter Vorschlag auf Gesetzesstufe vor. Dieser vermag in der Form, wie ihn der Nationalrat verabschiedete und wie ihn Ihre Kommission vorschlägt, als Alternative zur Initiative nicht zu befriedigen. So sind namentlich die Grundsätze, die bei der Bewilligung von Tierversuchen eingehalten werden sollen, zu schwach und nicht griffig; nicht griffig genug, um das Ziel der Initiative durchzusetzen, das heisst Tierversuche nur dann zu gestatten, wenn sie für die Erhaltung menschlichen oder tierischen Lebens und für die Heilung oder Linderung erheblichen Leidens entscheidende Bedeutung haben. Aus all diesen Überlegungen bitte ich Sie, der Initiative zuzustimmen. Sollten Sie den Gesetzesentwurf im Sinne der Initianten doch noch wesentlich verbessern, wären vielleicht die Initianten zu einem Rückzug ihrer Initiative zu bewegen. Ansonsten werden Volk und Stände das letzte Wort haben. Was den Ausgang die-

ser Abstimmung anbelangt: Ich persönlich bin da recht zuverlässig.

Jagmetti: Ich möchte mit einem Lob an das Büro beginnen. Sie haben das Geschäft auf heute, den Vortag des Welttierschutztages, traktiert und erlauben uns damit, einen Beitrag von unserer Seite zu leisten. Es ist die zweite von vier Initiativen, mit der wir heute zu tun haben. Die erste, jene von Helvetia Nostra, wurde von Volk und Ständen am 1. Dezember 1985 abgelehnt. Zwei Tage danach wurde die dritte Initiative lanciert, die nicht zustande gekommen ist, und für die vierte werden zurzeit Unterschriften gesammelt. Der Schweizer Tierschutz hatte mit der Unterschriftensammlung für sie, nämlich die zweite Initiative, vor der Abstimmung vom 1. Dezember 1985 begonnen. Sein Vorschlag war ein Kontrapunkt zur ersten Initiative, und zwar, wie ich sagen möchte, ein ausgesprochen konstruktiver Kontrapunkt. Bei aller Anerkennung der Bemühungen des Schweizer Tierschutzes für eine sowohl fortschrittliche als auch praktikable Lösung empfehle ich Ihnen, der Kommissionsmehrheit zu folgen und den Weg der Revision des Tierschutzgesetzes zu beschreiten. Drei Gesichtspunkte möchte ich dabei hervorheben:

1. Wir hätten alle lieber gar keine Tierversuche; aber wir können sie nicht völlig vermeiden. Der Wert des Tierschutzes ist anerkannt. Bundesversammlung zuerst, dann Volk und Stände haben das mit dem Artikel 25bis der Bundesverfassung getan, und 1978 wurde das Tierschutzgesetz hier verabschiedet. Es ergab sich daraus eine zahlenmässige Beschränkung und eine Beschränkung der Art der Tierversuche, indem die Behandlung der Tiere geregelt wurde. Den vollen Verzicht aber können wir nicht aussprechen, wenn wir an die medizinischen Bedürfnisse denken, die nun zugunsten des Menschen in die Waagschale zu werfen sind. Natürlich wird der Jurist nach den fachmännischen Ausführungen des Kommissionspräsidenten sich nicht anmassen, selbst zur Notwendigkeit der Tierversuche ein sachbezogenes Urteil fällen zu können. Zwei Feststellungen aber seien dazu gemacht: Es ist für mich nicht überzeugend, wenn man mir darlegt, es gäbe Krankheiten, denen man mit Tierversuchen nicht beikomme. Es gibt eben sehr viele und sehr wichtige, bei denen diese Tierversuche leider notwendig sind. Der Weg über Zellkulturen – das ist die zweite Bemerkung – mag in sehr vielen Fällen angehen, aber eben nicht in allen, und so komme ich ähnlich wie die Initianten zum Ergebnis, dass ein vollständiger Verzicht nicht in Frage kommen kann.

2. Für die Vorlage spricht ferner, dass der nächste Schritt fällig ist. Seit der Schlussabstimmung über das Tierschutzgesetz sind 12 Jahre vergangen. 12 Jahre sind für die medizinische und naturwissenschaftliche Forschung schon eine lange Zeitspanne, die ein Innehalten, ein Prüfen, ein Ziehen der Bilanz rechtfertigt und eine Besinnung zweckmässig und notwendig erscheinen lässt. Die Sensibilität in diesen Fragen hat stark zugenommen. Wir haben in der Schweiz vor vielen Jahren begonnen, uns mit der räumlichen Ordnung intensiv auseinanderzusetzen, dann mit den Umweltproblemen, und nun liegt wieder ein Schwergewicht bei Mensch und Kreatur. Denken Sie an unsere Debatte über Gentechnologie und Fortpflanzungsmedizin, an die Debatte, die uns erwartet bei der Patentfähigkeit von Ergebnissen der biomedizinischen Forschung, und an viele andere Themen, die uns heute beschäftigen und noch beschäftigen werden. Die Tierversuche sind in diesem Zusammenhang selbstverständlich ein gewichtiges Problem, das auch unter diesem Gesichtspunkt ein Innehalten und eine Besinnung rechtfertigt.

Den Schritt möchte die Kommission durch Aenderung des Tierschutzgesetzes tun. Sie unterscheidet sich damit von den Anliegen der Initianten, indem die Initiative grundsätzlich für ein Verbot eintritt, von dem gewisse Ausnahmen möglich sind; die Revision des Tierschutzgesetzes nach Auffassung des Nationalrates und der Kommission hingegen stellt einen wichtigen Schritt in der richtigen Richtung dar mit der Beschränkung der Möglichkeiten der Versuche. Wir sind der Ueberzeugung, dass dieser Schritt jetzt getan werden muss. Von mir aus gesehen muss es keineswegs der letzte sein; nach neuen Erkenntnissen können wir ruhig weitere Schritte folgen lassen.

3. Zum Inhalt der Bestimmungen: Ich ziehe präzise materielle Vorschriften dem beliebigen Ausbau des Rechtsmittelweges vor. Wir neigen dazu, etwas generelle Gesetze zu machen und die Konkretisierung dem Bundesrat beim Erlass der Verordnungen zu überlassen oder an den Richter zu delegieren beziehungsweise an die Verwaltungsbehörden, die im Einzelfall dann zu entscheiden haben. Meines Erachtens ist es Aufgabe des Gesetzgebers, die Verantwortung nicht auf andere abzuschieben, sondern die Jalons selbst zu setzen, selbst zu bestimmen, wohin wir gehen wollen. In dem Sinne ziehe ich einen Ausbau der Bestimmungen des Tierschutzgesetzes in einem demokratischen Verfahren der blossen Ausweitung des Rechtsmittelweges vor.

Das ist der Grund, weshalb ich der Meinung bin, die Kommission sei gut beraten gewesen, indem sie Ihnen die Aenderung des Tierschutzgesetzes empfohlen hat. In diesem Sinne bitte ich Sie, den Anträgen der Kommission hinsichtlich der Initiative zu folgen und auf die Revision des Tierschutzgesetzes einzutreten und dort die Detailberatung im Sinne der Anträge der Kommission durchzuführen.

Ziegler: Ich beantrage Ihnen, die Initiative dem Volk zur Ablehnung zu empfehlen und auf den indirekten Gegenvorschlag «Revision des Tierschutzgesetzes» einzutreten. Erlauben Sie mir die Vorbemerkung, dass ich ein engagierter Befürworter des Tierschutzes bin.

Wir könnten nun ausgedehnte Diskussionen über den Tierschutz führen, insbesondere darüber, ob Tierversuche notwendig sind. Wie weit können sie eingeschränkt werden? Kann auf Tierschutzversuche überhaupt verzichtet werden? Wenn und solange wir über die Volksinitiative sprechen, muss diese Diskussion zweifellos in die Frage ausmünden: Haben wir bereits eine Verfassungsgrundlage, und genügt diese Verfassungsgrundlage?

1. Ich stelle fest, dass wir den Tierschutz und die Tierschutzversuche in der Verfassung geregelt haben. Mit Ihrer Kommission komme ich zum Schluss, dass eine in jeder Beziehung ausreichende Verfassungsgrundlage vorliegt.

2. Wenn man die Begehren der Initiative mit der bestehenden Verfassungsgrundlage vergleicht, muss festgestellt werden, dass für alle diese Begehren eine Verfassungsgrundlage besteht. Dies gilt auch für die Verbandsbeschwerde, obwohl sie in diesem Rat offenbar nicht mehr zur Diskussion stehen wird, ja sogar für die periodische Anpassung der Gesetzgebung, obwohl ich eine solche Bestimmung nicht für sehr sinnvoll halte. Ich meine, dass unser System in dieser Beziehung bis heute sehr gut funktioniert hat und auch weiterhin funktionieren wird. Mängel werden zweifellos aufgezeigt. Wenn eine Revision erforderlich ist, kann ohne weiteres das notwendige Verfahren eröffnet werden. Ist denn die Tierschutzgesetzgebung, gemessen an anderen Bereichen, so wichtig, dass eine solche Ausnahmeregelung geschaffen werden muss? Ich frage Sie: Wollen Sie etwa die ganze Bundesgesetzgebung periodisch alle fünf Jahre überprüfen?

3. Aussagen der Vertreter des Tierschutzverbandes anlässlich der Anhörung durch Ihre Kommission am 3. September 1990 haben eindeutig ergeben, dass auch sie die Verfassungsgrundlage ganz eindeutig als genügend erachten. Aber weil keine Gesetzesinitiative möglich sei, habe man den Weg der Volksinitiative wählen müssen, also der Verfassungsinitiative. Wir haben uns also nur deshalb mit einer Verfassungsinitiative zu befassen, weil die Gesetzesinitiative nicht zur Verfügung steht. Aber es sind eindeutig Begehren, die im Gesetz oder in der Verordnung geregelt werden könnten. Auch aus diesen Gründen müsste deshalb eine Verfassungsinitiative dem Volk zur Ablehnung empfohlen werden.

Was den indirekten Gegenvorschlag anbelangt, habe ich einleitend gesagt, dass ich Ihnen Eintreten empfehle. Ich habe materiell dazu nichts zu sagen, ausser: Es ist eine Verschärfung. Diese Verschärfung ist notwendig, und ich empfehle Ihnen, sie anzunehmen.

Frau Bührer: Vor fünf Jahren, als die Initiative von Franz Weber zur Diskussion stand, gab es gute Gründe, diese abzulehnen; sie war nicht praktikabel. Man kann – so erinnere ich mich, ge-

sagt zu haben – nicht Leute an ihrer Arbeitsstelle von einem Tag auf den anderen kriminalisieren. Das Ziel der damaligen Initiative war allerdings richtig, und in der Zwischenzeit hat der Kampf gegen Tierversuche keineswegs an Aktualität verloren. Auch wenn die Anzahl der Versuchstiere reduziert wurde, sind es mit jährlich über 1 Million immer noch bei weitem zu viele. Ob wir je ganz ohne Tierversuche auskommen werden, ist eine müsige Frage. Die Initiative jedenfalls lässt die Antwort auf diese Frage offen. Es geht bei dieser Initiative nicht um den vollständigen Verzicht auf Tierversuche. Es lohnt sich auch nicht, sich in Belobigungen der mittels Tierversuchen erreichten Erfolge im Gesundheitswesen zu ergehen. Diese Erfolge sind unbestritten. Aber damit kann keinesfalls die Notwendigkeit von Tierversuchen in alle Zukunft begründet werden. Es bestand keine Notwendigkeit, tierversuchsfreie Methoden zu entwickeln, also standen sie auch nicht zur Verfügung.

Es ist eine historische Tatsache, dass über Jahrzehnte das Prädikat «im Tierversuch erprobt» als ganz besonderes Gütezeichen galt, und zwar längst nicht nur für lebensrettende Medikamente. Erst in jüngerer Zeit werden ernsthafte, durchaus erfolgreiche und anerkennenswürdige Anstrengungen unternommen, die Versuchstierzahlen namhaft zu reduzieren und alternative Methoden zu entwickeln. Es ist gewiss, dass auf diesem Gebiet noch sehr viel Neues, sehr viel Gutes kommen wird.

Bei der marktwirtschaftlich orientierten Industrie sind es vorwiegend wirtschaftliche Gründe, die die Entwicklung und Anwendung alternativer Methoden voranbringen. Diese Motivation ist keine Schande; das ist eine Selbstverständlichkeit! Es wäre aber weltfremd, von der Wirtschaft Impulse für weitergehende, ethisch motivierte Pioniertaten zu erwarten. Diese Impulse müssen von anderer Seite kommen, eben beispielsweise von dieser Volksinitiative.

Wenn wir eine weitere, wesentliche Verminderung der Tierversuche erreichen wollen, müssen wir klare gesetzliche Leitplanken setzen. Es gilt einen Zwang zu schaffen, vom Tierversuch wegzukommen. Nur so lassen sich unnötige Versuche – und um diese geht es – wirklich reduzieren und schliesslich ausschalten.

Ein besonderes Augenmerk hat auch dem Versuchstierver schleiss an Lehr- und Forschungsanstalten zu gelten. Was dort geschieht, ist längst nicht über jeden Zweifel erhaben. Nicht selten stecken handfeste ökonomische Interessen hinter Forschungsprogrammen. Die legendäre, angeblich geklonte Maus des Professors Illmensee hat innerst zwei Jahren immerhin 1,3 Millionen Franken zugesprochen erhalten. Ueber die Anzahl der Versuchstiere ist nichts bekannt.

Im Bereich von Lehre und Forschung müsste vor allem dafür gesorgt werden, dass die Ergebnisse von Versuchen – seien es Tierversuche oder andere – in den Informationssystemen und Datenbanken verbreitet und den Studierenden mit modernen Methoden vermittelt werden. Es gibt an den Lehranstalten noch zu viele unnötige Tierversuche. Ohne Druck ist eine engere Zusammenarbeit zwischen den Forschungsanstalten nicht zu erreichen und die unselige Fixierung auf Tierversuchsmethoden nicht zu durchbrechen.

Artikel 14 des Tierschutzgesetzes hat sich als zu wenig wirksam erwiesen. Das ist nicht verwunderlich. Was hilft es, wenn Tierversuche auf – wie es heißt – «das unerlässliche Mass» beschränkt werden müssen, wenn praktisch jeder beliebige Zweck die blutigen Mittel heiligen kann? Ich anerkenne, dass mit der vorgeschlagenen Neufassung der Kommissionsmehrheit in Artikel 13 ein kleiner, zaghafte Schritt in die richtige Richtung gemacht wird. Besser wäre es natürlich, dem Antrag von Otto Piller zu folgen. Die zaghafte, klägliche Kann-Formulierung der Kommissionsmehrheit ist zu schwach. Sie wird die Tierversuche nicht entscheidend reduzieren können.

Wir haben rund zwölf Jahre mit der Unzulänglichkeit des Tierschutzgesetzes gelebt. Die Tiere haben schlecht damit gelebt. Wir haben die Kreatur leiden lassen und, wie anzunehmen ist, oft unnötig leiden lassen. Es kann nicht getan sein mit einer kleinen Retouche, mit einer gut gemeinten Geste. Damit lässt sich das Gewissen nicht beruhigen und der Schlaf des Ge rechten nicht wiederfinden. Wir sollten einen entschiedenen Schritt tun. Die Initiative des Schweizer Tierschutzes tut diesen

Schritt. Sie ist klar, massvoll und praktikabel. Sie wird eine drastische und schrittweise Einschränkung der Tierversuche bringen, ohne jedoch die unerlässlichen Tierversuche zu verhindern. Damit lässt sich leben.

Ich bitte Sie, stimmen Sie der Initiative zu. Das grausige, millionenfache Leiden der Tiere muss ein Ende haben.

M. Gautier, rapporteur: Je voudrais simplement dire à M. Piller et à Mme Bührer que je suis d'accord avec eux sur un point: il ne faut pas que les animaux souffrent inutilement et que des expériences inutiles soient pratiquées sur l'animal. C'est exactement ce que nous cherchons à obtenir avec la modification de la loi sur la protection des animaux que nous vous proposons à l'arrêté B.

Par contre, l'initiative, si elle empêche peut-être les expériences inutiles, empêchera aussi ou gênera en tout cas considérablement toute une série d'expériences indispensables, tant dans le domaine de la recherche fondamentale que dans celui de la recherche appliquée. En outre, l'initiative a cet inconvénient, que j'ai déjà signalé tout à l'heure, d'obliger l'Assemblée fédérale à revoir une loi tous les cinq ans. C'est, je le répète, quelque chose de tout à fait inconnu de notre ordre constitutionnel et je vois mal comment on pourrait réaliser la chose.

En essayant de peser le pour et le contre, de faire la balance entre les intérêts de l'humanité et ceux des animaux, il faut garder un juste équilibre. C'est en modifiant la loi sur la protection des animaux que l'on peut y arriver, et non pas en modifiant la constitution d'une manière par trop drastique, pour employer le même terme que Mme Bührer.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Tous les intervenants, dans ce bref débat d'entrée en matière, ont montré avec quelle sensibilité justifiée ils abordaient le problème toujours délicat de la protection des animaux et de l'usage qui peut être fait de ceux-ci en matière d'expérimentation et de recherche. Je vous remercie de mettre au service de la construction nouvelle que nous voulons faire tant de sensibilité. Elle est dans ce domaine, je le répète, indispensable.

J'aimerais répondre plus particulièrement à ceux d'entre vous qui sont favorables à l'initiative. J'aimerais leur rappeler que l'expérimentation animale a permis des découvertes médicales et pharmaceutiques dans ce pays et dans le monde, qui ont fait reculer la maladie et la mort. La recherche fondamentale et la recherche appliquée doivent, dans notre pays, continuer sur ce chemin qui est celui de la vie, de celle des hommes mais aussi de celle des animaux. Cette conquête passe par l'expérimentation animale, rigoureusement contrôlée, limitée au maximum, là où vraiment les méthodes de substitution ne sont pas possibles ou ne le sont pas encore. Soutenir l'initiative, c'est vouloir interdire constitutionnellement l'expérimentation animale, c'est couper les bras de la science et de la recherche dans un secteur vital, c'est le cas de le dire. L'initiative populaire, me direz-vous, admet des dérogations au principe d'interdiction qu'elle voudrait introduire dans notre constitution. Je veux bien, mais au prix de telles conditions que la recherche – celle des universités, de nos instituts de biologie, celle de notre industrie chimico-pharmaceutique – se ferait au coup par coup, au hasard des autorisations administratives données ou refusées, confirmées ou suspendues. Nous y perdrons toute efficacité parce que les deux piliers de la recherche seraient purement et simplement coupés par cet article constitutionnel. Premier pilier, celui de la continuité: il ne peut pas y avoir de recherche sans continuité de long souffle. Deuxième pilier, celui de la globalité: si l'interdit frappe tel ou tel aspect de la recherche, ce sont les autres volets de cette recherche qui en seront affectés et qui, par conséquent, ne permettront pas non plus l'efficacité.

Le moyen préconisé par cette initiative n'est vraiment pas le bon et c'est pourquoi le Conseil fédéral, avec le Conseil national et la majorité de votre commission vous prie d'y renoncer et de dire non, par conséquent, à l'initiative.

En revanche, nous sommes d'accord de continuer de contrôler très sévèrement – et l'adverbe est bien choisi – les conditions de l'expérimentation animale et nous sommes parfaite-

ment d'accord, Madame Bührer et Monsieur Piller, d'atteindre ce but et pour cela l'instrument dont nous disposons actuellement est un instrument performant. La loi sur la protection des animaux de 1978, je répète qu'elle est la plus sévère d'Europe, et l'ordonnance d'application de 1981 qui a été minutieusement mise au point, fonctionnent très correctement et très parfaitement. Par l'application sérieuse qu'on en fait, on a pu diminuer entre 1983 et 1989 de 45 pour cent le nombre des animaux destinés à l'expérimentation animale. Ce mouvement se poursuivra bien évidemment.

Le Conseil fédéral avait jugé que cette loi, telle qu'elle existe actuellement, suffisait et qu'il n'était pas nécessaire maintenant déjà d'essayer de l'amender. La commission du Conseil national puis le Conseil national n'ont pas été de cet avis. Le Conseil fédéral, tout bien pesé, se rallie bien entendu à la proposition du Conseil national, qui est aussi celle de la majorité de votre commission, c'est-à-dire de vouloir établir en quelque sorte un contre-projet indirect à cette initiative.

Quelles sont les différences entre la loi actuelle et la loi amendée? Si vous êtes d'accord, il s'agirait d'une extension du champ d'application de la loi à certains animaux invertébrés, d'une précision par le Conseil fédéral de ce que l'on entend par «expérience limitée à l'indispensable», de précisions au sujet de la procédure cantonale d'autorisation, de l'institution d'un service de documentation sur les expériences sur animaux, d'une précision du mandat à la Confédération pour l'encouragement de la recherche de méthodes de substitution et, enfin – c'est très important – d'un droit de recours conféré à l'Office vétérinaire fédéral. Je le répète, nous pouvons être d'accord avec les propositions que le Conseil national ainsi que votre commission reprennent ainsi dans l'arrêté B.

J'aimerais insister en terminant sur un fait, à savoir que l'une des dispositions de l'initiative comprend un droit de recours accordé aux associations. Nous pensons que ce droit de recours est superflu et qu'il est surtout dangereux. Avec le système amendé de la loi, le droit de recours conféré à l'Office vétérinaire fédéral assure de manière claire et nette la défense d'office des animaux. C'est en quelque sorte une prise en charge officielle des intérêts des animaux. Cela offre une garantie supplémentaire, par rapport à l'état actuel des choses, quant au contrôle rigoureux de l'expérimentation animale. Vouloir donner une possibilité de recours à des associations signifierait que, dans près de 2000 autorisations annuellement attribuées par l'autorité compétente, 2000 fois des associations de droit privé, dont les mérites et les apports à la bonne cause de la protection des animaux ne sont nullement contestés, mais dont la légitimité reste purement privée, seraient autorisées à pénétrer dans les laboratoires. 2000 fois elles auraient la possibilité de se prononcer, et le plus souvent avec effet suspensif, sur le bien-fondé des expériences engagées, alors même qu'elles n'auraient pas une connaissance approfondie des dossiers. Cela signifierait qu'on devrait pénétrer très profondément dans le secret des affaires et des recherches, ce que l'autorité publique est habilitée à faire, mais pas des organismes de droit privé, et qu'avec des compétences scientifiques restant à prouver, on aurait ainsi la possibilité littéralement de paralyser la recherche en compromettant les deux piliers que je décrivais tout à l'heure, celui de la continuité et celui de la globalité de la recherche dans ce domaine. Il est bien clair qu'une telle disposition serait parfaitement abusive, mettrait en péril l'efficacité de la recherche et créerait une situation inextricable pour la poursuite de recherches clairvoyantes, soit dans nos universités et instituts de biologie, soit dans l'industrie chimico-pharmaceutique.

Qu'on ne vienne pas me présenter l'exemple des droits de recours actuellement accordés aux associations en matière d'aménagement du territoire et de protection du paysage! Il s'agit de droits de tout autre nature, s'appliquant à tout autre chose qu'aux expériences pratiquées sur les animaux, qui ne crée aucun dommage dans la suite de l'aménagement du territoire, alors qu'en matière d'expériences sur les animaux on créerait bel et bien ce dommage. Je crois que cette disposition cardinale de l'initiative est une raison supplémentaire pour la combattre et pour se réjouir que le contre-projet, répondant sur ce point à l'initiative, accorde à l'Office vétérinaire fédéral la

compétence du recours. Ainsi, la défense d'office des animaux, que je comprends parfaitement et à laquelle je souscris totalement, est assurée par des moyens meilleurs, plus indiqués, plus efficaces surtout que ceux que préconisent les initiateurs.

En conclusion, je recommande vivement à votre conseil de repousser l'initiative et de souscrire au contre-projet indirect contenu dans l'arrêté B.

A. Bundesbeschluss über die Volksinitiative «zur drastischen und schrittweisen Einschränkung der Tierversuche (Weg vom Tierversuch!)»

A. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «pour une réduction stricte et progressive des expériences sur les animaux (Limitons strictement l'expérimentation animale!)»

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Minderheit

(Piller)

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative anzunehmen.

Art. 2

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Minorité

(Piller)

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit

21 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit

4 Stimmen

B. Tierschutzgesetz

B. Loi fédérale sur la protection des animaux

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 1*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

M. Gautier, rapporteur: Le texte français qui figure sur le dépliant est d'une rédaction assez difficile à comprendre. A vrai dire, le Conseil fédéral doit définir d'une part quels invertébrés doivent être protégés et, d'autre part, dans quelle mesure ils doivent l'être. La Commission de rédaction de langue française a déjà prévu une correction pour ce texte.

*Angenommen – Adopté***Art. 2 – 12***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté***Art. 13***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag Piller**Abs. 3*

.... erklären. Tierversuche, welche weder für die Erhaltung menschlichen oder tierischen Lebens noch für die Heilung oder Linderung von Leiden Bedeutung haben, sind nicht zu bewilligen.

*Antrag Gadiant**Abs. 3*

.... Versuchszwecke als unzulässig erklären, insbesondere, wenn sie ethisch nicht vertretbar sind.

Art. 13*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition Piller**Al. 3*

.... certains buts. Il n'y a pas lieu d'autoriser, sur des animaux, des expériences qui ne sont destinées ni à sauver des vies humaines ou animales, ni à guérir ou atténuer des souffrances.

*Proposition Gadiant**Al. 3*

.... Il peut exclure certains buts, en particulier lorsque ceux-ci sont indéfendables sur le plan éthique.

*Abs. 1, 2 – Al. 1, 2**Angenommen – Adopté**Abs. 3 – Al. 3*

Piller: Ich kann mich relativ kurz fassen. Ich habe eigentlich beim Eintreten schon alles gesagt. Auf der einen Seite, Herr Ziegler hat das auch gesagt, wurde diese Initiative lanciert, weil wir keine Gesetzesinitiative kennen. Alle haben hier gesagt: Wir sind für den Tierschutz, wir sind für eine Reduktion der Tierversuche. Wollen wir nun tatsächlich einen echten Schritt machen und Tierversuche nur dann erlauben, wenn es um die Erhaltung menschlichen und tierischen Lebens und um die Heilung oder Linderung von erheblichem Leiden geht? Wenn wir das wirklich wollen, müssen wir es auch ins Gesetz schreiben. Wenn wir das nicht wollen, sondern das Ganze eher offenlassen wollen, dann glaube ich, hätten wir besser auf diese Gesetzesrevision verzichtet. Es geht hier um einen Hauptpfeiler der Initiative, den wir ins Gesetz hinüberretten sollten, und das könnte auch dazu führen, dass die Initiative zurückgezogen wird.

Herr Bundesrat, Sie haben ausgeführt, wir brauchten Forschung und Entwicklung. Das anerkenne ich. Die Initianten wollen ja nicht Tierversuche verbieten, und auch mein Vorschlag zielt nicht in diese Richtung. Es ist übrigens der Vorschlag von Nationalrat Luder. Ich habe ihn nicht selbst kreiert, er stand schon im Nationalrat zur Diskussion. Ich möchte mich nicht mit fremden Federn schmücken. Ich habe ihn übernommen, weil mir schien, es sei der beste Vorschlag. Zu Artikel 13 sagt er ganz klar, dass Tierversuche nur dann zugelassen werden sollten – Herr Bundesrat, Sie haben es selber so formuliert –, wenn es darum geht, menschliches Leiden zu lindern, Forschung zu betreiben, die wirklich dazu führt, Medikamente zu entwickeln, die menschliches Leiden echt lindern können. Wenn wir wirklich nicht mehr wollen, dass, einzig um Kosmetikartikel zu produzieren, Tierversuche gemacht werden – man argumentiert auch, könnten Hautallergien dadurch bekämpft werden, das kann man aber genau separieren –, wenn wir das wirklich nicht mehr wollen, Herr Bundesrat, dann sollten wir ja sagen zum Antrag Luder. Dann hätten wir wirklich einen Pflock eingeschlagen. Ansonsten bleibt doch praktisch alles beim alten.

Ich bitte Sie, diesem Antrag zuzustimmen. Man könnte auch handeln, wie Sie es ausgeführt haben, Herr Jagmetti. Sie haben gesagt: Wir wollen eine Reduktion. Aber so wie das der Bundesrat vorschlägt und der Nationalrat es beschlossen hat, haben Sie wirklich keine Gewähr, dass echt etwas geschieht. Wenn Sie im Sinne der Initianten in diesem Punkte etwas wollen, müssen Sie diesem Antrag, der von Nationalrat Luder stammt, zustimmen.

Gadiant: Ich ziehe meinen Antrag zugunsten des Antrages Piller zurück.

Jagmetti: Aus der Kommission nur soviel: Wir waren uns alle einig, dass es eine Präzisierung brauche und eine blosse Delegationsnorm unerwünscht sei. Ich habe mich damals dieser Auffassung angeschlossen. Deshalb schliesse ich mich dem Antrag Piller an.

Gadiant: Absatz 2 spricht von einer Beschränkung der Tierversuche, die dem Tier Schmerzen, Leiden oder Schäden usw. zufügen, auf das unerlässliche Mass, welches jedoch in dieser Bestimmung nicht näher definiert wird. Absatz 3 überlässt die Beurteilung dem Bundesrat und ermächtigt ihn, bestimmte Versuche als unzulässig zu erklären. Der Antrag Piller geht weiter und stipuliert ein Verbot für ethisch nicht vertretbare Tierversuche. Dem möglichen Einwand, dass der Begriff «ethisch nicht vertretbar» Interpretationsprobleme verursachen könnte, begegnet er mit einer konkreten inhaltlichen Umbeschreibung, indem gesagt wird: «Tierversuche, welche weder für die Erhaltung menschlichen oder tierischen Lebens noch für die Heilung oder Linderung von Leiden Bedeutung haben ». Dieser Vorschlag liegt, wie Herr Piller gesagt hat, auf der Linie der Initiative, aber ohne das mit einer Ausnahmeregelung kombinierte integrale Verbot voranzustellen. Das ist für mich und – nach meinem Dafürhalten – möglicherweise sogar für die Initianten ein gangbarer Weg, denn eine Regelung nach den Vorstellungen der Initianten – darin liegt meine hauptsächliche Befürchtung – könnte sehr leicht zur Verlagerung der Versuche ins Ausland führen. Wir haben uns in der Kommission erkundigt und erhielten die gewünschten Aufschlüsse. In der helvetischen Gesetzgebung sind wir etwa auf dem Gebiet der Tierhaltung etwas rigoroser. Es gibt verbindliche Mindestanforderungen, während man im Ausland wie zum Beispiel in der Europaratsskonvention nur Richtwerte kennt. Insgesamt, so wurde uns auch versichert, ist die Schweiz gleich streng oder gar strenger als andere Länder. Ihre Bestimmungen seien aber durchaus mit denjenigen des Europarates kompatibel. Wenn wir noch einen Schritt weitergehen, kann das passieren, was ich aufgezeigt habe.

Die Gesetzgebung der Bundesrepublik Deutschland geht einen etwas anderen Weg. Inhaltlich ist das Resultat allerdings praktisch identisch. Es wird dort ein Verbot für Versuchszwecke stipuliert – soweit solche Versuche den Versuchstieren Schmerzen, Leiden oder Schäden verursachen –, die ethisch

nicht vertretbar sind. Falls es für diese Versuchstiere zu besonderen Schmerzen oder dauernden Leiden kommt, ist eine weitere Einschränkung vorgesehen. Aber auch da ist ein Feld offengelassen, wenn es sich um Versuche im Zusammenhang mit der Lösung wissenschaftlicher Probleme von hervorragender Bedeutung handelt. Das Fehlen eines solchen Fenster könnte möglicherweise einen Einwand gegen den Vorschlag von Herrn Piller bilden. Mit seiner Formulierung des Verbots schaffen wir jedoch eine Differenz zum Nationalrat. Wenn man in der Folge aus diesen Überlegungen heraus einen Vorbehalt zugunsten der Forschung für zwingend erachtet, bestünde immer noch die Möglichkeit, im Rahmen des Differenzbereinigungsverfahrens einen solchen zugunsten der Lösung wissenschaftlicher Probleme von hervorragender Bedeutung zu machen.

In diesem Sinne ersuche ich Sie, den Antrag Piller zu unterstützen.

M. Gautier, rapporteur: La commission n'a pas discuté la proposition de M. Piller, mais à titre personnel je voudrais m'opposer à cette proposition pour plusieurs raisons.

La première est que M. Piller, en voulant corriger l'article 13, semble n'avoir pas été assez loin dans sa lecture et avoir ignoré l'article 14 qui fixe les conditions de délivrance des autorisations. Cet article dit très clairement que l'autorisation est délivrée lorsque les expériences servent a), b), c), d) et e). Cela me paraît suffisant et il n'est pas nécessaire de le spécifier déjà à l'article 13.

D'autre part, la lettre d) dudit article 14, alinéa 2, précise que l'autorisation peut être délivrée pour servir à l'enseignement dans les hautes écoles. Si M. Piller faisait passer sa proposition, il faudrait biffer cette lettre d) car M. Piller ne semble pas reconnaître l'enseignement dans les hautes écoles comme une raison suffisante pour délivrer une autorisation.

Ensuite, si nous adoptons le texte proposé par la majorité de la commission, le Conseil fédéral sera compétent pour fixer les limites; puis l'application sera du ressort des commissions cantonales. Or, les commissions cantonales et le Conseil fédéral me paraissent capables de distinguer l'utile de l'inutile.

Enfin, M. Gadient a évoqué tout à l'heure l'utilisation des divergences qui seraient ainsi créées avec le Conseil national. Je serais personnellement, en tant que président de cette commission, très heureux si nous n'en créions pas trop ou même pas du tout avec le Conseil national. Je vous rappelle que le délai pour traiter cette initiative échoit le 20 octobre, soit dans dix-sept jours. Si des divergences apparaissent, nous serons obligés de prolonger ce délai, ce qui n'est pas grave en soi, mais si nous pouvions terminer ce débat pendant cette session, nous pourrions procéder après-demain à la votation finale sur cet arrêté et le Conseil fédéral pourrait fixer la votation populaire au printemps de l'année prochaine. En cas de divergences, l'objet devra retourner au Conseil national, ce qui ne sera possible qu'à la session de décembre. Avec la navette, il est probable que l'initiative ne pourra pas être votée l'année prochaine mais seulement en 1992, puisqu'il n'y aura pas de votations en automne 1991 du fait des élections fédérales. C'est pourquoi je souhaite que nous ne créions pas de divergences, et je vous invite par conséquent à repousser la proposition de M. Piller.

Piller: Nur ganz kurz:

1. Ich bin kein Jurist, aber ich lese Absatz 3 so, dass der Bundesrat bestimmte Versuchszwecke als unzulässig erklären kann und dass wir dann sagen, welche Kriterien angewendet werden. Ganz klar sagen wir das. Ich sehe nicht ein, warum das Artikel 14 widersprechen soll.

2. Was ferner Lehre und Forschung anbelangt, meine ich, dass Tierversuche in Lehre und Forschung keine Spiele sind. Auch wenn sie sehr interessant sind, darf man das nicht zulassen. Tierversuche in Lehre und Forschung haben ein Ziel. Das Ziel ist doch Erhaltung menschlichen und tierischen Lebens und Abwendung von Leiden. Das ist hier zugelassen, so interpretiere ich das. Ich sehe nicht ein, warum immer gesagt wird, diese Bestimmungen seien gegen Lehre und Forschung. Auch Lehre und Forschung haben sich ethischen Grundprin-

zipien zu unterwerfen. Das heißt, dass Tierversuche dann zulässig sind, wenn sie dem übergeordneten Ziel dienen. So habe ich das bis jetzt aufgefasst. Wenn es noch eine Differenz zum Nationalrat gibt, kann dieser Punkt beleuchtet werden; ich sehe jedoch keine Probleme.

Jagmetti: Ohne die Diskussion verlängern zu wollen: Es wäre gut, wenn der Nationalrat es noch einmal anschauen würde, geht es doch um längerfristige Konsequenzen dieser Massnahme. An sich stimme ich dem Wunsch von Herrn Piller zu; ich wollte aber nicht die Detailberatung komplizieren. Ich sähe die Bestimmung lieber in Absatz 2 als in Absatz 3. Es sollten jene Tierversuche der Regelung von Herrn Piller unterstellt werden, die dem Tier Schmerzen, Leiden und Schäden zufügen. Aber gegen eine reine Verhaltensforschung am Tier, die dem Tier nicht schadet, ist zweifellos nichts einzuwenden. Ich sähe in der Schlussphase die Bestimmung lieber in Absatz 2, wollte Ihnen aber jetzt keine abweichenden Detailanträge stellen. Ich bitte Sie, einstweilen dieser Ordnung zuzustimmen; sie wird vielleicht noch vom Nationalrat bereinigt.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: J'observe tout d'abord que la proposition de M. Piller va plus loin que celle faite par M. Luder dans le cadre du Conseil national, puisque M. Piller propose purement et simplement l'interdiction des expériences qui ne seraient destinées ni à sauver des vies humaines ou animales ni à guérir ou à atténuer les souffrances. Cela n'était pas le cas de la proposition de M. Luder dans la forme qui fut traitée par le Conseil national.

Ensuite, j'aimerais observer que cette loi comprend une systématique bien claire. Elle fixe à l'article 12 une définition de l'expérience animale, à l'article 13 des règles générales d'attribution d'autorisations puis, ensuite, aux articles 14 et 15, les conditions selon lesquelles on peut attribuer de telles autorisations. Je pense qu'à l'article 13 il est bon d'en rester à la formulation que le Conseil national a retenue et de laisser au Conseil fédéral la capacité d'exclure certains buts, au fur et à mesure que la recherche et la science évoluent et qu'il est possible de préciser ces buts beaucoup plus nettement que dans la loi. A vouloir, ici et dans le texte de la loi, exclure ce que M. Piller voudrait exclure et limiter strictement ce qui est indiqué à cet endroit, on met en péril purement et simplement la recherche fondamentale car la liaison entre l'exigence de M. Piller et l'enseignement, universitaire notamment, ne peut pas être établie. L'enseignement, en tant que tel, fondé sur la recherche animalière, ne contribue – du moins pas directement – à sauver des vies humaines ou animales, à guérir ou à atténuer des souffrances. Il y a même certains types de recherches qui ne vont pas dans cette direction et qui sont pourtant indispensables si l'on veut continuer d'élever le niveau des connaissances en matière fondamentale, à partir desquelles on peut pratiquer la recherche appliquée. Nous n'avons pas le droit, par une disposition comme celle que M. Piller nous propose, de couper en quelque sorte, aux termes et à la rigueur de sa proposition, certaines branches de la recherche fondamentale, certaines branches de l'enseignement supérieur, car cela fait bel et bien partie de la recherche que nous devons continuer de conduire, et que nous devons continuer de conduire en particulier dans nos instituts de biologie, dans nos facultés de médecine et dans nos universités.

C'est la raison pour laquelle je dis que les conditions de délivrance de l'autorisation, telles qu'elles sont fixées aux articles 14 et 15, de même que l'on pourrait également prendre en compte les articles d'application 16, 17sq, sont suffisantes pour établir un garde-fou et éviter des débordements qui iraient à fin contraire. Il est non seulement inutile d'ajouter quelque chose à l'article 13, mais encore dangereux de le faire, en ce sens que l'on couperait ainsi des véritables possibilités de recherche fondamentale et d'enseignement universitaire qui demeurent bien entendu indispensables.

C'est la raison pour laquelle je vous propose d'en rester au texte de la commission.

Abstimmung – Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag Piller | 17 Stimmen |
| Für den Antrag der Kommission | 14 Stimmen |

Art. 14 – 17

Antrag der Kommission
 Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Proposition de la commission
 Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté**Art. 18**

Antrag der Kommission
Mehrheit
 Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Minderheit
 (Reichmuth, Küchler)
 Beibehaltung des bisherigen Artikels

Antrag Schmid

Abs. 2
 2. Satz streichen

Art. 18

Proposition de la commission
Majorité
 Adhérer à la décision du Conseil national
Minorité
 (Reichmuth, Küchler)
 Maintenir le texte en vigueur

Proposition Schmid

AI. 2
 Biffer la 2e phrase

M. Gautier, rapporteur: Il est évident que maintenant qu'une divergence a été créée, je serais peut-être un peu moins poussé à refuser toute autre divergence. Mais quand même, à l'article 18, au nom de la commission cette fois, je vous invite à repousser la proposition de M. Reichmuth, qui figure sur le dépliant, et également celle de M. Schmid, qui figure sur une feuille à part.

De quoi s'agit-il? Il s'agit de la composition des commissions cantonales chargées de délivrer ou de conseiller à l'autorité compétente la délivrance d'autorisations pour l'expérimentation. Je suppose que MM. Reichmuth et Schmid agissent ici par un réflexe fédéraliste. Ils ne veulent pas que la Confédération donne aux cantons des ordres sur la manière de composer leurs commissions. A mon avis, c'est une erreur. Le fédéralisme, si fédéraliste que je suis moi-même, a quand même des limites. Il faut avoir une certaine unité de traitement, sinon nous risquons de voir des entreprises qui pratiquent la recherche voyager d'un canton à l'autre, suivant la doctrine qu'appliquera le canton. L'article 18, surtout son alinéa 2, prévoit la participation de représentants des organisations de protection des animaux aux commissions cantonales – je l'ai dit dans le débat d'entrée en matière – une sorte de compensation au refus du droit de recours à ces mêmes associations. C'est vraiment l'article central de cette révision. Si nous supprimons l'article 18 ou même seulement son alinéa 2, ce contre-projet perd une grande partie de sa valeur.

Je vous invite donc au nom de la commission à repousser tant la proposition de la minorité Reichmuth que celle de M. Schmid.

Reichmuth, Sprecher der Minderheit: Die Minderheit beantragt, den bisherigen Artikel 18 beizubehalten und den neuen Artikel 18 Absatz 1 bis 4, wie ihn der Nationalrat – ohne Antrag des Bundesrates – beschlossen hat, zu streichen.

Die mit diesem neuen Artikel beabsichtigten Eingriffe in das kantonale Verfahrensrecht sind nicht gerechtfertigt. Durch nichts ist bewiesen, dass sich der bisherige Artikel 18, wo das Bewilligungsverfahren und die Aufsicht durch die Kantone ge-

regelt sind, nicht bewährt haben sollte. Eine Einschränkung der Kantonshoheit ist hier nicht erforderlich. Die Kantone regeln das Bewilligungsverfahren und sorgen für die Überwachung der Versuchstierhaltung und die Durchführung der Tierversuche.

Mit dem obligatorischen Einsatz der Tierschutzorganisationen in die kantonalen Tierversuchskommissionen wird versucht, das Bewilligungsverfahren zu erschweren oder gar zu verunmöglichen. Ein vermehrter Verfahrens- und Verwaltungsaufwand jedenfalls wäre nicht zu vermeiden. Sonst lesen Sie Seite 17 des Berichts der nationalrätslichen Kommission über einen Gegenentwurf auf Gesetzesstufe vom 16. Januar 1990!

Ich habe den Eindruck, dass durch den obligatorischen Einsatz von Vertretern der Tierschutzorganisationen in die kantonalen Tierversuchskommissionen gewissermaßen ein Ersatz für das abgelehnte Verbands- und Beschwerdeklagerecht geschaffen werden soll. Nach dem bisherigen Artikel 18 hat die kantonale Kommission aus Fachleuten zu bestehen. Man kann es den Kantonen überlassen, ob und welche Vertreter von Tierschutzorganisationen sie in diese Kommissionen wählen wollen. Gerade der Hinweis, wie er in der Diskussion gemacht wurde, dass die bisherige Regelung sich in Kantonen wie Zürich und Basel bewährt habe, indem dort Tierschutzorganisationen in die kantonalen Kommissionen gewählt worden seien, bestärkt die Meinung, dass eine Änderung des Artikels 18 nicht notwendig und auch nicht wünschbar ist.

Die mit dem neuen Artikel 26a vorgeschlagene Behördenbeschwerde, gegen die ich nicht opponiere, gibt dem zuständigen eidgenössischen Amt die Möglichkeit, gegen Verfügungen der kantonalen Behörden betreffend Tierversuchsbewilligungen Rechtsmittel zu ergreifen. Sie haben es also durchaus in der Hand, zum Rechten zu sehen, falls irgendeinmal in einem Kanton etwas nicht gesetzeskonform laufen sollte. Weitere Einschränkungen des kantonalen Verfahrensrechts sind unter keinem Titel gerechtfertigt.

Ich bitte Sie deshalb, dem Minderheitsantrag zuzustimmen und den bisherigen, bewährten Artikel 18 beizubehalten, wie das ja auch der Bundesrat beantragte. Damit ermöglichen Sie es den Kantonen auch, ihre Kommissionen entsprechend ihren Bedürfnissen zusammenzusetzen.

Schmid: Ich unterstütze vollumfänglich den Antrag Reichmuth; mein Antrag ist lediglich als Eventualantrag gedacht, falls der Antrag der Mehrheit obsiegt. Dann müsste man aus dem Mehrheitsantrag das dem Föderalismus widersprechende Element herausbrechen.

Der Vollzug der Bundesgesetzgebung ist nach wie vor unbestrittenmassen Sache der Kantone. Wenn die Kantone es für geschickt erachten, ihre Kommissionen so oder anders zusammenzustellen, ist das ihr ureigenster Entscheid, in den der Bund nicht einzugreifen hat. Es wird sich, wo solche Tierschutzorganisationen bestehen, ein vernünftiger Kanton schon aus dem eigenen Interesse, diese Leute mit in die Verantwortung einzubinden, nicht davon dispensieren können, das zu tun. Aber das ist sein eigener Entscheid, den ihm der Bundesgesetzgeber nicht vorzuschreiben hat.

Im übrigen muss ich Ihnen sagen, dass diese Formulierung an den gleichen Mängeln leidet, die mir Herr Bundesrat Cotti gestern vorgeworfen hat. Was ist eine Tierschutzorganisation? Wie lange muss sie bestanden haben? Ist sie irgendwo zu registrieren? Wir kennen die Beschwerdeberechtigung im Umweltschutzgesetz. Dort hat Herr Cotti ganz klar darauf hingewiesen, dass der Bundesrat nicht frei ist, irgendwem die Beschwerdebefugnis zu erteilen, sondern da sind klare Kriterien aufgestellt, unter welchen eine solche Umweltschutzorganisation als beschwerdebefugt gilt.

Was ist eine Tierschutzorganisation im Sinne von Artikel 18 Absatz 2 Satz 2 der Kommissionsmehrheit?

Ich könnte – um das ganz zynisch zu sagen – hingehen und eine private Organisation für Appenzell-Innerrhoden unter dem Titel «Tierschutzverband Appenzell-Innerrhoden» gründen, und die Regierung hätte ihre Pflicht zur Genüge getan, wenn sie diese Leute dort hineinwählen würden, Kessler, Thurgau hin oder her!

Ich glaube, diese ganze Geschichte ist nicht durchdacht. Wir sollten das streichen.

Zusammenfassend: Es gibt keinen Grund, den Kantonen die Zusammensetzung ihrer Vollzugskommissionen über Bundesrecht vorzuschreiben. Bitte unterlassen Sie das für den Fall, dass Sie der Mehrheit folgen, und nicht, wie ich Ihnen als Hauptantrag stelle, dem Antrag Reichmuth beipflichten.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Pour les raisons qu'a indiquées le président de la commission tout à l'heure, je vous propose d'en rester au texte de la majorité de la commission qui correspond à celui du Conseil national.

Je réponds tout d'abord à l'intervention et à la proposition de M. Reichmuth: par l'alinéa 2 (nouveau), les cantons seraient tenus d'engager une commission indépendante de l'autorité d'octroi des autorisations, qui se composerait de spécialistes, dont *expressis verbis* des spécialistes en matière de protection des animaux. Les cantons qui n'auraient qu'un petit nombre d'expériences sur les animaux à évaluer pourraient faire appel aux services de la commission d'un autre canton ou nommer une commission en commun avec un ou plusieurs autres cantons. Cependant, l'alinéa 3 vise à atteindre une certaine uniformisation des procédures cantonales d'octroi des autorisations, puisque les commissions doivent voir toutes les demandes et pouvoir émettre un préavis à l'intention de l'autorité d'attribution des autorisations à chaque demande.

Cette adjonction a pour but de répondre à une critique qui n'est pas infondée et que les initiateurs ont apportée à l'appui de leur initiative, à savoir qu'il existe vraiment de très grandes différences d'application de la loi fédérale entre certains cantons. En quelque sorte, l'esprit et les exigences de cette loi fédérale ne se trouvent pas prolongés, sinon parfois même trahis dans l'application qu'en font certains cantons. A la volonté des initiateurs de répondre à cette diversité par une initiative que nous voulons refuser, le Conseil fédéral et la majorité vous proposent de répondre par un pas de plus qui n'a rien à voir avec un empiètement sur l'autorité cantonale, dont je suis très jaloux. Il est resté en moi une part de mon être de conseiller d'Etat. Je me rappelle quelles étaient mes réactions au Château de Lausanne lorsque nous recevions des ukases de Berne; elles n'étaient en rien positives. Mais, en l'occurrence, ce n'est pas du tout un ukase ni une ingérence fédérale dans le domaine cantonal, c'est la demande qui est faite aux cantons de s'organiser de telle manière que l'esprit et la lettre d'une loi qui est décidée ici puissent s'accomplir jusqu'au bout et d'une manière conforme à la décision du législateur.

Cette modification de la loi visant à régler plus exactement la mise à contribution de la commission et les rapports entre celle-ci et les autorités d'attribution, il est important que nous l'apportions ici et qu'elle constitue la véritable réponse à ce comité d'initiative.

Je me suis élevé tout à l'heure avec véhémence contre le droit de recours des associations et j'ai montré combien ce droit serait déplacé – vous êtes d'accord puisque vous avez émis un préavis négatif à l'égard de l'initiative. Toute autre chose est d'associer à ces commissions, comme apportant une voix laïque en quelque sorte qui s'ajoute à la voix des spécialistes dont nous exigeons la participation, la présence de ces mêmes associations dans les commissions. Nous avons là une garantie du bon fonctionnement, d'un fonctionnement équilibré, harmonieux dans l'ensemble du pays, de la loi dont vous décidez ainsi.

Quant à la proposition de M. Schmid, qui vise à biffer la deuxième phrase du deuxième alinéa, nous disons, comme je viens de le préciser à M. Reichmuth, que les milieux de la protection des animaux doivent avoir l'occasion d'exprimer leur opinion dans un cadre consultatif, qui n'a rien de comparable avec ce qu'aurait été un droit de recours attribué à ces mêmes associations. Le fait que l'on puisse leur donner la possibilité de s'exprimer favorise le jeu, il détend l'ambiance, évite des affrontements inutiles dans un domaine tellement sensible que ce qui n'est qu'un différend prend tout de suite des dimensions passionnelles souvent, car on glisse volontiers de la sensibilité à la sensibilité dans ce domaine et le paratonnerre que représente cette présence des associations dans les commis-

sions consultatives, cette souape de sûreté est un moyen de calmer le jeu et de permettre une saine application de la loi que vous décidez.

Je vous demande de vous en tenir à l'opinion de la majorité de la commission.

Schmid: Darf ich kurz Herrn Bundesrat Delamuraz auf ein Problem aufmerksam machen? Ich wehre mich wirklich nicht für meinen Kanton, denn ich glaube nicht, dass in unserem Kanton jemals Tierversuche durchgeführt werden. Es geht mir um eine grundsätzliche Geschichte.

Herr Bundesrat Delamuraz hat mit der wünschbaren Deutlichkeit gesagt, es gehe hier um zwei Dinge: einerseits darum, die Konflikte in einem Vorfeld zu lösen. Damit bin ich einverstanden. Aber dann – und das ist gravierend – geht es auch darum, in allen Kantonen eine einheitliche Durchsetzung und Durchführung des Tierschutzgesetzes zu gewährleisten.

Ich muss Ihnen einfach eines sagen: Das Verhältnis zwischen Bund und Kantonen ist bis zum heutigen Tag an sich so gestaltet, dass der Bund die Verantwortung trägt, wenn die Kantone nicht einheitlich, wie sie es sollten, seine Gesetze durchsetzen. Er hat hiefür Mittel der Aufsicht und Zwangsmittel zur Verfügung. Das sind die ordentlichen Mittel, mit denen Bund und Kantone als mit öffentlich-rechtlicher Hoheit ausgestattete Körperschaften miteinander verkehren. Das ist der Weg, den wir nicht verlassen sollten.

Es ist undenkbar, dass der Bund auf dem Weg von privaten Organisationen und Privatpersonen versucht, Kantone zu einem einheitlichen Verhalten hinzuführen. Das ist eine Verludierung im Verhältnis zwischen Bund und Kantonen als öffentlich-rechtlichen Körperschaften.

Wir haben bestimmte Attributionen und Zuständigkeiten bei diesen hoheitlichen Körperschaften. Und diese sollten wir bei den öffentlich-rechtlichen Instanzen belassen und nicht in die Hände von Privatorganisationen und privaten Personen geben. Es ist ein grundsätzliches Problem, und wir sollten es für all diese privaten Interessengruppen endlich lösen.

Abstimmung – Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Minderheit | 20 Stimmen |
| Für den Antrag der Mehrheit | 17 Stimmen |

Präsident: Da Sie der Minderheit zugestimmt haben, entfällt die Abstimmung über den Antrag Schmid.

Art. 19 – 38

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

| | |
|---------------------------------|------------------|
| Für Annahme des Gesetzentwurfes | 37 Stimmen |
| | (Einstimmigkeit) |

Fristverlängerung für die Behandlung der Initiative
Prolongation du délai de traitement de l'initiative

Antrag der Kommission

Die Frist zur Behandlung der Volksinitiative «zur drastischen und schrittweisen Einschränkung der Tierversuche (Weg vom Tierversuch!)» wird gestützt auf Artikel 27 Absatz 5bis des Geschäftsverkehrsgesetzes um ein Jahr bis zum 29. Oktober 1991 verlängert.

Proposition de la commission

Le délai fixé pour l'examen de l'initiative populaire «pour une réduction stricte et progressive des expériences sur les animaux (Limitons strictement l'expérimentation animale!)» est

prorogé d'un an, soit jusqu'au 29 octobre 1991, en vertu de l'article 27, alinéa 5bis, de la loi sur les rapports entre les conseils.

M. Gautier, rapporteur: Maintenant que nous avons créé deux divergences avec le Conseil national, il faut évidemment prolonger le délai conformément aux dispositions de l'article 27, alinéa 5bis, de la loi sur les rapports entre les conseils.

Angenommen – Adopté

An den Nationalrat – Au Conseil national

90.036

Viehhaltung im Berggebiet. Kostenbeiträge

Détenteurs de bétail de la région de montagne. Contributions aux frais

Botschaft und Beschlusstentwurf vom 16. Mai 1990 (BBI II, 1062)
Message et projet d'arrêté du 16 mai 1990 (FF II, 1001)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Gadient, Berichterstatter: Die Kostenbeiträge an Viehhaltung im Berggebiet und in der voralpinen Hügelzone stellen vom Gesamtbetrag her die bedeutendste Ausgleichszahlung an die Berglandwirtschaft dar. Für die Jahre 1991 und 1992 wird vom Bundesrat ein Zahlungsrahmen von 515 Millionen Franken beantragt. Das bedeutet gegenüber den beiden Vorjahren eine Erhöhung von lediglich 20 Millionen Franken, da in diesem Betrag auch 15 Millionen Franken für die Aufstockung der Kostenbeiträge enthalten sind, und zwar als Kompensation für die auf den 1. Januar 1992 vorgesehene Aufhebung der Betriebsbeiträge an Viehhaltung im Berggebiet.

Ihre Kommission möchte demgegenüber den Zahlungsrahmen auf 550 Millionen Franken aufstocken. Die Unterstützung der Berglandwirtschaft basiert auf zwei Hauptpfeilern: den Kostenbeiträgen einerseits und den Flächenbeiträgen andererseits. Die Kostenbeiträge, die Gegenstand der heutigen Vorlage bilden, begünstigen eher den kleinen und mittleren Betrieb, während die Flächenbeiträge mehr auf die grösseren Betriebe ausgerichtet sind. Mit diesen sich ergänzenden Beitragssystemen kann nachteiligen Auswirkungen wie der Tendenz zur Flächenausdehnung, der sogenannten Pachtlandjagd, weitgehend begegnet werden.

Die Botschaft weist darauf hin, dass sich die Lage der Tal- und Bergbetriebe verbessert hat. Das Gesamteinkommen sei in den letzten Jahren stets angestiegen, heisst es. Für das Jahr 1989 ist aufgrund der vorliegenden Schätzungen in den Bergbetrieben ein Gesamteinkommen von rund 70 000 Franken zu erwarten, das um rund 8000 Franken über dem Durchschnitt der drei vorherigen Jahre liegt. Die Botschaft hält sodann fest, dass die Einkommensunterschiede zwischen Tal- und Bergbetrieben im Laufe der Zeit absolut – in Franken – zwar gestiegen sind; relativ – das heisst im Verhältnis zu den Talbetrieben – haben jedoch die Bergbetriebe eher aufgeholt. Sie finden die entsprechenden Zahlen in der Botschaft.

Wenn das Gesamteinkommen so gesehen einigermassen verbessert zu sein scheint, ist allerdings darauf hinzuweisen, dass es sich dabei um die Entschädigung für die gesamte Arbeitsleistung der Familie handelt, und das sind in Wirklichkeit nach den Berechnungen des Bundesrates 1,6 Vollarbeits-

kräfte; mir liegt eine Berechnung vor, wonach es 1,9 Arbeitskräfte sein sollen. Mit anderen Worten: Pro Arbeitskraft wird ein Gesamteinkommen inklusive Nebenverdienst von 36 842 Franken oder ein Monatslohn von rund 3000 Franken erzielt. Nur der aussergewöhnlichen Sparsamkeit der Bergbauernfamilien ist es zuzuschreiben, wenn da und dort gleichwohl eine bescheidene Eigenkapitalbildung möglich wird. Diese ermöglicht dann eine begrüssenswerte Reinvestition in den Betrieb, die auch im Bauernbereich nötig ist, wenn die erforderlichen Erneuerungen gemacht werden sollen. In den meisten Fällen bleibt jedoch für die Altersvorsorge praktisch nichts mehr übrig, so dass der Berglandwirtschaft auch aus diesem Grunde eine Verbesserung der Einkommensverhältnisse zuzugestehen ist.

Die Berglandwirtschaft leistet einen ganz bedeutenden Beitrag im nationalen Interesse, und zwar für die dezentrale Besiedelung unseres Landes und für die Stärkung der gesamten Volkswirtschaft im Berggebiet.

Neben der Einkommensabsicherung haben die Bundesbeiträge somit ausgeprägten Investitionscharakter. Schon in der analogen Debatte im Nationalrat im Dezember 1988 hatte der Kommissionssprecher darauf hingewiesen, dass aufgrund einer europäischen Integration und der laufenden Gatt-Verhandlungen Anpassungen erforderlich werden. Die vorberatende Kommission des Nationalrates hatte in der Folge den vorgesehenen Bundesbeitrag als ungenügend eingestuft und vorgeschlagen, den Kredit um 50 Millionen Franken pro Jahr zu erhöhen. Der Nationalrat folgte seiner Kommission und legte den Zweijahreskredit auf 520 Millionen Franken fest, während der Ständerat auf 480 Millionen Franken zurückbuchstabierte, was wiederum vom Nationalrat im Differenzbereinigungsverfahren akzeptiert wurde, obgleich der ursprünglich errechnete Kostenrahmen als angemessen errechnet und dann auch gutgeheissen worden war. Heute haben wir den Zahlungsrahmen für die Jahre 1991 und 1992 zu bestimmen, weil das massgebliche Bundesgesetz vorsieht, dass die Bundesversammlung mit einfacherem Bundesbeschluss jeweils für zwei Jahre den Höchstbetrag der finanziellen Mittel zu bewilligen hat.

Es sei vorweg daran erinnert, dass die Beiträge auf 15 Grossviecheinheiten je Betrieb begrenzt sind. Damit wird – wie bereits erwähnt – der kleinere und mittlere Betrieb begünstigt, ohne dass die Hobbybetriebe ungebührlich gefördert würden. Eine Begrenzung auf 15 Grossviecheinheiten hat den weiteren Vorteil, dass durch eine solche Limite kein Anreiz für eine Produktionsausdehnung geschaffen wird. Auch im Berggebiet weisen – dank der Mechanisierung – die Vollerwerbsbetriebe 20 und mehr Grossviecheinheiten auf, während der Zuerwerbsbetrieb durchschnittlich bei 15 bis 20 Grossviecheinheiten liegt. Nur gerade die eigentlichen Nebenerwerbsbetriebe weisen Bestände von weniger als 15 Grossviecheinheiten auf. Das Erfordernis der Uebereinstimmung von Fläche und Tierbestand zielt auf eine umweltgerechte Produktion.

Im Verbund mit der zonalen Abstufung der Beiträge handelt es sich um ein äusserst wirksames und bewährtes, sozusagen um ein massgeschneidertes Beitragssystem. Die Berglandwirtschaft dankt dem Bundesrat für das Verständnis für ihre Situation. Der Antrag des Bundesrates will den Zahlungsrahmen allerdings lediglich auf 515 Millionen Franken, d. h. effektiv um nur 20 Millionen Franken erhöhen, nachdem ja 15 Millionen Franken die Aufhebung der Betriebsbeiträge kompensieren sollen.

Die Erhöhung ist aus Sicht der Kommission vollständig ungenügend. Sie würde im Vergleich zum Zahlungsrahmen 1989/90 nur gerade 4 Prozent ausmachen. Ein solcher Zahlungsrahmen läge sogar 20 Millionen Franken unter dem vom Nationalrat in seinem ersten Beschluss 1988 für ausgewiesenen erachteten Betrag. Faktisch bedeutet ein solches Vorgehen – nach Auffassung der Kommissionsmehrheit – den Abbau des bergbäuerlichen Einkommens.

Lohnkosten sind im Berggebiet wegen der begrenzten Rationalisierungsmöglichkeiten und dem höheren Arbeitskräftebedarf von besonderer Bedeutung. Auch sind die Produktionsmittelpreise in den letzten Jahren stärker gestiegen als die Produzentenpreise. Diese Entwicklung wird sich aufgrund der ho-

Weg vom Tierversuch. Volksinitiative

Limitons strictement l'expérimentation animale. Initiative populaire

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1990 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | IV |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Herbstsession |
| Session | Session d'automne |
| Sessione | Sessione autunnale |
| Rat | Ständerat |
| Conseil | Conseil des Etats |
| Consiglio | Consiglio degli Stati |
| Sitzung | 11 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 89.010 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 03.10.1990 - 08:30 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 792-801 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 019 233 |